

Le casse-tête belge

Francine Mestrum

Sociologue belge, membre du groupe de travail Transform ! Bruxelles.

Les élections fédérales ont eu lieu le 13 juin 2010, trois mois et demi avant la rédaction de cet article. Il n'y a pas encore de gouvernement et aucun des problèmes à l'origine des élections n'a été résolu. Il n'est pas facile d'expliquer la situation à des lecteurs étrangers.

À la suite de différentes réformes au cours des dernières décennies, la Belgique est un État fédéral. L'organisation institutionnelle de la Belgique est assez compliquée. Il existe en Belgique trois communautés (culturelles) basées sur la langue: la communauté du Nord néerlandophone (flamand), le Sud francophone (communauté wallonne) et une petite communauté germanophone. À côté de ces communautés, il y a trois «régions» fondées sur le territoire: une région flamande, une région wallonne (comprenant la communauté germanophone) et la région bilingue de Bruxelles. La Constitution parle aussi de quatre régions linguistiques: flamande, française, allemande et la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Les territoires de ces trois communautés, trois régions et quatre régions linguistiques ne coïncident pas. Chaque communauté et chaque région ont leur propre gouvernement et parlement, à côté du gouvernement fédéral et du parlement bicaméral. Toutefois en Flandre, où le territoire de la région et la communauté coïncident, les gouvernements et les parlements ont fusionné. La Belgique a donc au total six gouvernements et six parlements. Les élections régionales ne coïncident pas avec les élections fédérales.

Pourquoi la chute du gouvernement fédéral ?

Des élections fédérales ont eu lieu en juin 2007. Elles ont été gagnées au nord par une coalition de chrétiens-démocrates et de nationalistes, au sud par les libéraux. Le *leader* chrétien-démocrate avait promis «cinq minutes de courage politique» pour résoudre les autres problèmes «communautaires» du pays (la scission d'une circonscription électorale autour de Bruxelles). Il a fallu presque un an pour former un gouvernement de chrétiens-démocrates, nationalistes, socialistes et libéraux francophones. Mais la scission de la circonscription de «Bruxelles-Hal-Vilvorde» (BHV) a échoué. Après le énième échec des négociations, les libéraux ont fini par quitter le gouvernement.

Les nouvelles élections ne facilitent pas les choses. En Flandre, le vote a été clairement remporté par le parti nationaliste, avec 28%. Ces voix proviennent de son ancien partenaire chrétien-démocrate (qui est tombé à un résultat historiquement bas de 17,3%) et du parti nationaliste d'extrême droite (Vlaams Belang) qui est tombé à 12,5%. Les sociaux-démocrates flamands ont réalisé un score historiquement bas de 14,7%, les libéraux ont perdu plus de 5% et sont passés à 13,6%, tandis que les Verts sont restés stables avec 6,8%.

Dans la partie sud du pays, la situation est encore plus claire: 37,1% pour les sociaux-démocrates, une perte de 10% pour les libéraux (22,5%), 14,8% pour les chrétiens-démocrates et 12,5% pour les Verts.

Les deux gagnants politiques—Bart De Wever pour l'Alliance nationale flamande (NVA) et Elio Di Rupo pour les sociaux-démocrates francophones—s'opposent sur le plan idéologique. Mais il n'existe pas d'autre solution constitutionnelle qu'un accord entre eux puisque, pour réformer une nouvelle fois la Constitution, il faut une majorité des deux tiers.

Les problèmes à résoudre

Il existe trois grands «nœuds» à démêler.

Premièrement, les questions économiques et sociales. La Belgique a toujours eu un énorme déficit public qui s'est encore accru avec la crise financière. D'importantes mesures d'«austérité» ont été annoncées par tous les partis politiques. Les syndicats sont prêts à d'âpres négociations sur l'État-providence resté relativement intact au cours des dernières années. Mais ces dossiers n'ont pas encore été ouverts. Ils attendent que soient résolus les problèmes communautaires.

Le deuxième problème majeur avant les élections était la scission de la circonscription électorale de BHV (Bruxelles-Hal-Vilvorde). C'est la conséquence d'une réforme électorale datant de quelques années, destinée à faire coïncider les provinces avec les circonscriptions électorales. La province centrale de «Brabant» (avec Bruxelles) a été scindée en deux: une partie franco-

phone et une partie néerlandophone. Mais on a conservé l'ancienne circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde, situation jugée inéquitable par la Cour constitutionnelle. Le problème est que certaines municipalités formellement flamandes autour de Bruxelles ont des «aménagements» pour leurs habitants de langue française. Ils peuvent voter pour les candidats francophones sur les listes de Bruxelles. Si la circonscription est divisée, ce droit disparaît; c'est pourquoi les francophones, à juste titre, réclament une «compensation». Le fait est que bon nombre de ces municipalités ont une majorité francophone jusqu'à 80%. Le problème majeur est l'opposition entre le principe de «territoire» (les municipalités sont en effet formellement en Flandre) et le principe de «questions personnelles/individuelles» (la réalité sociologique de la population francophone), principes sur lesquels sont fondées les régions et les communautés. De nombreuses solutions ont été proposées mais aucune n'a été acceptée par les deux parties.

Le troisième problème très important a été soulevé lors des négociations pour former le nouveau gouvernement. Si les deux parties du pays sont maintenant d'accord sur la nécessité de réformer une nouvelle fois l'État, il faut encore décider quelles compétences seront transférées aux régions. Selon le Sud du pays, les deux principaux éléments de la solidarité fédérale—les impôts et la sécurité sociale—ne peuvent être scindés. Et c'est précisément ce que réclament les nationalistes flamands. Ils demandent aussi une réforme de la législation sur le financement des différentes régions: c'est le gouvernement fédéral qui finance les différentes régions, selon une formule complexe. Les nationalistes flamands pensent que les «transferts financiers» du Nord vers le Sud doivent cesser. Ils refusent également d'aider la région de Bruxelles, clairement sous-financée, sans avoir plus de «responsabilité».

Qu'en est-il de Bruxelles ?

Bruxelles, capitale cosmopolite de la Belgique, avec l'Union européenne et l'Otan, avec ses nombreuses multinationales, son importante population migrante, est la troisième région la plus riche d'Europe mais un tiers de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté et le chômage des jeunes y est massif. Chaque jour, près de 350 000 personnes viennent travailler à Bruxelles et repartent le soir dans leurs villages de Flandre et de Wallonie. Formellement Bruxelles est bilingue; en réalité, c'est une ville multilingue avec une petite minorité de Flamands (moins de 10%) et près de la moitié de ménages multilingues. Ni la Flandre ni la Wallonie n'aiment Bruxelles; le rêve flamand de communautés linguistiques homogènes incluant Bruxelles comme capitale est totalement impossible. Il est également impossible de demander à la population de Bruxelles de «choisir» l'une des deux communautés: il y a trop de ménages «mixtes» et multilingues. En bref, c'est Bruxelles qui rend

impossible la division du Royaume. À moins qu'il y ait un accord pour faire de Bruxelles une sorte de DC européen [en référence à *Washington-District of Columbia*, une sorte de cité-État–NDLR] mais ce n'est pas (encore) à l'ordre du jour bien que, selon un récent sondage, ce soit ce que souhaitent la majorité des habitants de Bruxelles.

Qu'en est-il du nationalisme ?

Enfin, qui sont ces nationalistes flamands? Le mouvement nationaliste flamand est plus que centenaire; il a pris de l'importance après la première guerre mondiale, dans laquelle les jeunes Flamands des zones rurales ne comprenaient pas les ordres de leurs officiers francophones (et inversement). À ses débuts, le mouvement flamand a été un mouvement social et pacifique. Cette situation a changé dans la période qui a précédé la seconde guerre mondiale, quand les Allemands ont promis l'autonomie flamande et, plus tard, quand de nombreux jeunes catholiques ont écouté les dignitaires de l'Église qui les invitaient à aller combattre les communistes sur le front Est.

La Flandre a toujours constitué la partie rurale et la plus pauvre du pays. La Wallonie avait ses mines et ses aciéries. Elle était riche et industrialisée. La Flandre n'avait que son industrie textile. Cette situation a commencé à changer après la seconde guerre mondiale quand la Flandre a obtenu d'importants investissements et a lentement commencé à s'industrialiser, tandis que les industries du Sud perdaient de leur importance. L'ancien capitalisme belge a dû laisser la place à l'émergence d'un capitalisme flamand. La crise financière, il y a deux ans, a tué un des derniers bastions du capitalisme belge, Fortis ou ancienne Société Générale.

Le NVA est une partie de l'ancien parti nationaliste flamand Volksunie. Vlaams Blok résulte d'un premier groupe qui a quitté le parti et est devenu le florissant parti d'extrême droite anti-migrants. Il y a quelques années, Volksunie a fini par disparaître, certains de ses membres allant vers les sociaux-démocrates, d'autres créant un nouveau parti social-libéral (qui a également disparu depuis), certains allant chez les Verts, tandis qu'une minorité créait le NVA. Cette fraction a maintenant un chef de file très intelligent et charismatique, Bart De Wever, aux racines très conservatrices de droite. Il a un programme explicitement séparatiste, alors que seuls environ 10% de la population flamande, selon un récent sondage d'opinion, veulent la fin de la Belgique.

Ce parti nationaliste représente un mélange de néolibéralisme et de conservatisme. Le parti étant très jeune, il n'a pas d'équipe d'encadrement sur laquelle s'appuyer mais il a d'excellentes relations avec le patronat flamand. «Voka (l'organisation d'employeurs flamande) est mon patron», comme le dit De Wever. Il est fortement axé sur l'«identité culturelle» comme élément

structurant de cohésion sociale, une « démocratie populaire » pour sa propre communauté, mais, selon certains, c'est une sorte d'apartheid moderne. Il est difficile de lutter contre son discours : ceux qui ne sont pas d'accord sont de « mauvais Flamands », ils n'appartiennent pas à « notre » communauté. Ceux qui veulent vivre dans « notre » communauté doivent parler « notre » langue et adopter « nos valeurs ». Il a créé l'image d'une Flandre travaillant dur face à une Wallonie paresseuse et irresponsable, « la Flandre de droite » face à la « Wallonie de gauche », oubliant la diversité de chaque région (il est indéniable que les trois partis se revendiquant clairement de la droite ont obtenu 45% des voix en Flandre).

Sur le plan social et économique, on peut se demander si les électeurs savent ce qui les attend : démantèlement de l'État-providence, diminution des allocations de chômage, baisse des salaires et des impôts, réforme des retraites, etc.

Il est difficile de savoir comment on pourra trouver une solution raisonnable à tous ces problèmes. Mais il n'y a guère d'autre solution que la coalition actuelle des partis en cours de négociation : chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates et Verts du Nord et du Sud, avec une place dominante pour les nationalistes flamands.